

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 280

Insérer, à l'article 280 du projet de loi et après « Ces règlements », « doivent prévoir les règles de désignation du président du conseil et du président de son comité exécutif. Ils ».

Article 280 du projet de loi tel que modifié

280. Le conseil multidisciplinaire des services sociaux peut adopter des règlements concernant sa régie interne, la création et le fonctionnement de comités en plus du comité exécutif ainsi que la poursuite de ses fins. Ces règlements **doivent prévoir les règles de désignation du président du conseil et du président de son comité exécutif.** Ils entrent en vigueur après avoir été approuvés par le directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 281

Insérer, à l'article 281 du projet de loi et après « personnel multidisciplinaire des services des services sociaux », « et au conseil d'établissement ».

Article 281 tel que modifié

281. Le conseil multidisciplinaire des services sociaux doit faire rapport annuellement au directeur du personnel multidisciplinaire des services sociaux **et au conseil d'établissement** concernant l'exécution de ses fonctions et des avis qui en résultent.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 281.1

Insérer, après l'article 281 du projet de loi, la section suivante :

« SECTION V REDDITION DE COMPTE

« **281.1.** Un établissement de Santé Québec doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, produire au président et chef de la direction un rapport annuel de gestion pour l'exercice précédent.

Ce rapport doit être produit suivant la forme déterminée par le ministre et contenir tout renseignement qu'il requiert. ».

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 292

Remplacer, dans le paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 292 du projet de loi, « de l'établissement » par « fournies par l'établissement de Santé Québec auquel est rattaché l'établissement regroupé, ».

Commentaires

Cet amendement apporte une précision compte tenu qu'en vertu l'article 284, le personnel d'un établissement regroupé lui est fourni par l'établissement auquel il est rattaché.

Article 292 tel que modifié

292. Lorsque l'acquisition d'un immeuble excédentaire d'un établissement regroupé, sa construction ou les travaux exécutés sur celui-ci ont été financés par des fonds autres que des fonds provenant, en tout ou en partie, de subventions du gouvernement ou autres que des fonds provenant entièrement de souscriptions publiques et que ces investissements n'ont pas fait l'objet de remboursement ou de désintéressement, le produit de l'aliénation de cet immeuble et les revenus qu'il génère peuvent être cédés à une fondation de l'établissement ou être versés dans un fonds spécial dont l'administration est confiée aux membres de cet établissement, afin d'être utilisés à l'une des fins suivantes :

1° l'achat, la construction, la rénovation, l'amélioration, l'agrandissement ou l'aménagement de biens immobiliers de l'établissement;

2° l'achat, l'installation, l'amélioration ou le remplacement de l'ameublement, de l'équipement ou de l'outillage de l'établissement;

3° les activités de recherche de l'établissement;

4° l'amélioration de la qualité de vie des usagers de l'établissement.;

5° la formation et le développement des ressources humaines de l'établissement fournies par l'établissement de Santé Québec auquel est rattaché l'établissement regroupé, pour des besoins spécifiques.

Le produit de l'aliénation de cet immeuble et les revenus qu'il génère peuvent également être cédés à une autre personne morale sans but lucratif dont les activités sont liées au domaine de la santé et des services sociaux si l'autorisation requise en application du sous-paragraphe b du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 84, le cas échéant, en dispose ainsi.

Les règles prévues aux premier et deuxième alinéas s'appliquent également aux fonds constitués par les membres de l'établissement avant le 23 juin 1992 et qui ont traditionnellement été administrés par ces derniers.

Un immeuble excédentaire peut aussi être transféré soit à une fondation de l'établissement, soit, si l'autorisation requise en application du sous-paragraphe b du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 84, le cas échéant, en dispose ainsi, à une autre personne morale sans but lucratif dont les activités sont liées au domaine de la santé et des services sociaux.

Aux fins du présent article, on entend par « immeuble excédentaire » un immeuble pour lequel ni l'établissement, ni Santé Québec, ni le ministre ne prévoit, aux fins d'un autre établissement, une quelconque utilisation pour les cinq années subséquentes.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 294.1

Insérer, après l'article 294 du projet de loi, le suivant :

« **294.1.** L'article 40 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à un établissement privé. ».

Commentaire

Le présent amendement vise à ajouter l'article 40 aux articles visant les établissements publics qui s'appliquent aux établissements privés. Cet article prévoit que les activités des établissements sont exercées dans des centres et prévoit l'appellation de ces centres, selon le type d'activités exercées.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 352.1

Remplacer l'intitulé du titre III de la partie III du projet de loi par ce qui suit :

« TITRE III

« RECHERCHE ET AFFAIRES UNIVERSITAIRES

« CHAPITRE 0.1

« DISPOSITION GÉNÉRALE

« **352.1.** Santé Québec doit promouvoir et favoriser l'enseignement, la recherche et l'innovation, l'utilisation des pratiques de pointe et le transfert des connaissances.

Elle doit s'assurer du respect de la mission d'enseignement et de recherche des établissements désignés en vertu des articles 357 et 358. ».

Commentaires

Cet amendement vise préciser le rôle de Santé Québec en certaines matières dont la recherche.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 357

À l'article 357 du projet de loi :

1° remplacer, dans ce qui précède le paragraphe 1°, « le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, désigner « centre hospitalier universitaire » » par « le ministre de l'Économie et de l'Innovation et le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, désigner « centre hospitalier universitaire » ou « centre affilié universitaire » »;

2° remplacer le paragraphe 1°, par les suivants :

« 1° il offre, outre des services hospitaliers, des services spécialisés ou ultraspécialisés dans plusieurs disciplines médicales dans une vision intégrée de santé et de services sociaux;

1.1° il participe à l'enseignement dispensé aux étudiants, aux professionnels et aux autres intervenants du domaine de la santé et des services sociaux;

1.2° il procède à l'évaluation des technologies et des modes d'intervention liés à ses secteurs de pointe;

1.3° il contribue au développement des innovations et des pratiques de pointe; »;

3° insérer, à la fin, l'alinéa suivant :

« La désignation de centre hospitalier universitaire peut être accordée lorsque le niveau des activités exercées par l'établissement lui permettant de remplir les conditions prévues au premier alinéa est supérieur à celui d'un établissement désigné centre affilié universitaire. ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir que le ministre de l'Économie et de l'Innovation est également consulté pour la désignation d'un établissement comme « centre hospitalier universitaire ».

Il vise également à ajouter la désignation de centre affilié universitaire.

Il supprime également la précision « dans les centres qu'il exploite » qui est prévu au paragraphe 1° afin d'harmoniser le libellé avec celui prévu à l'article 358 du projet de loi concernant la désignation d'institut universitaire.

Pour ce qui est de l'évaluation des modes d'intervention en santé, il corrige le libellé afin de ne pas limiter cette évaluation aux modes d'intervention en santé uniquement et viser tous ceux liés à ses secteurs de pointe.

Enfin, il précise que le choix entre la désignation de centre affilié universitaire ou celle de centre hospitalier universitaire dépend de l'intensité selon laquelle les conditions sont remplies.

Texte modifié de l'article 357 du projet de loi

357. Le ministre peut, après avoir consulté ~~le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, désigner « centre hospitalier universitaire »~~ le ministre de l'Économie et de l'Innovation et le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, désigner « centre hospitalier universitaire » ou « centre affilié universitaire » l'établissement qui exploite un centre hospitalier et qui remplit les conditions suivantes :

~~1° dans les centres qu'il exploite :~~

~~a) il offre, outre des services hospitaliers, des services spécialisés ou ultraspécialisés dans plusieurs disciplines médicales dans une vision intégrée de santé et de services sociaux;~~

~~b) il participe à l'enseignement dispensé aux étudiants, aux professionnels et aux autres intervenants du domaine de la santé et des services sociaux;~~

~~c) il procède à l'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé;~~

~~d) il contribue au développement des innovations et des pratiques de pointe;~~

1° il offre, outre des services hospitaliers, des services spécialisés ou ultraspécialisés dans plusieurs disciplines médicales dans une vision intégrée de santé et de services sociaux;

1.1° il participe à l'enseignement dispensé aux étudiants, aux professionnels et aux autres intervenants du domaine de la santé et des services sociaux;

1.2° il procède à l'évaluation des technologies et des modes d'intervention liés à ses secteurs de pointe;

1.3° il contribue au développement des innovations et des pratiques de pointe;

2° il gère un centre ou une structure de recherche reconnu par le Fonds de recherche du Québec – Santé institué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (chapitre M-15.1.0.1);

3° il contribue au transfert et à la valorisation des connaissances.

La désignation de centre hospitalier universitaire peut être accordée lorsque le niveau des activités exercées par l'établissement lui permettant de remplir les conditions prévues au premier alinéa est supérieur à celui d'un établissement désigné centre affilié universitaire.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 361

Retirer l'article 361 du projet de loi.

Commentaires

Cet amendement vise à retirer l'article 361 par concordance avec un amendement apporté à l'article 195 du projet de loi qui y a intégré les dispositions de l'article 361 relatives à la détermination de la répartition, entre les médecins, des tâches relatives à l'activité clinique, à la recherche et à l'enseignement rendant ainsi l'article 361 superflu.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 362

Retirer l'article 362 du projet de loi.

Commentaires

Cet amendement vise à retirer l'article 362 par concordance avec l'introduction de l'article 202.1 et l'amendement apporté à l'article 204 du projet de loi et qui y ont intégré les dispositions de l'article 362 relatives aux mesures suivantes :

- l'obligation, avant de procéder à la nomination ou au renouvellement d'un médecin ou d'un dentiste de tenir compte de la répartition, entre les médecins ou entre les dentistes, selon le cas, des tâches relatives à l'activité clinique, à la recherche et à l'enseignement, eu égard aux exigences propres à l'établissement;
- la mention dans l'acte de nomination d'un médecin ou d'un dentiste de la répartition, s'il y a lieu, de ses relatives à l'activité clinique, à la recherche et à l'enseignement.

Vu les modifications ainsi apportées aux articles 203 et 204, l'article 362 devient superflu et doit être retiré.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 363.1

Insérer, avant l'article 364 du projet de loi, le suivant :

« **363.1.** Malgré l'article 4, le présent chapitre s'applique aux territoires visés aux articles 530.1 et 530.89 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2) et au territoire du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5).

Aux fins du présent chapitre, le mot « établissement » désigne, outre les établissements visés par la présente loi, ceux visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis et par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris. ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir que les réseaux universitaires de santé et de services sociaux puissent comprendre les établissements visés par *la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis* et le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 364

Remplacer l'article 364 du projet de loi par le suivant :

« **364.** Le ministre, de concert avec le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, découpe le territoire du Québec en réseaux universitaires intégrés de santé et de services sociaux.

Un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux a pour mission de soutenir ses membres dans l'organisation des services et de les mobiliser afin de favoriser l'accès aux services de santé et aux services sociaux. ».

Commentaires

Cet amendement vise à modifier l'article 364 du projet de loi en concordance avec l'amendement à l'article 365 du projet de loi qui propose de revoir qui sont les membres d'un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux.

Texte modifié de l'article 364 du projet de loi

~~364. Pour l'application du présent chapitre, le territoire du Québec est découpé en autant de territoires de réseaux universitaires intégrés de santé et de services sociaux qu'il y a d'universités ayant une faculté de médecine.~~

~~Ces territoires de réseau correspondent chacun à un ensemble de territoires de réseau local de services de santé et de services sociaux délimité par le ministre, de concert avec le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie. Ces ministres associent une université à chacun de ces territoires.~~

~~La délimitation de chacun de ces territoires doit favoriser la concertation, la complémentarité et l'intégration des missions de soins, d'enseignement et de recherche des établissements qui, étant situés sur ce territoire, sont affiliés à l'université qui y est associée et qui, selon le cas, sont désignés instituts universitaires ou centres hospitaliers universitaires.~~

Le ministre, de concert avec le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, découpe le territoire du Québec en réseaux universitaires intégrés de santé et de services sociaux.

Un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux a pour mission de soutenir ses membres dans l'organisation des services et de les mobiliser afin de favoriser l'accès aux services de santé et aux services sociaux.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 365

Remplacer l'article 365 du projet de loi par le suivant :

« **365.** Les membres d'un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux sont les établissements publics ayant des installations sur le territoire de ce réseau ainsi que les universités qui remplissent les conditions suivantes :

1° leur siège est situé sur le territoire du réseau;

2° elles ont une faculté de médecine ou elles offrent des programmes en sciences de la santé ou en sciences sociales;

3° elles ont un contrat d'affiliation avec un établissement membre du réseau.

Pour chaque territoire de réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux, Santé Québec doit mettre en réseau les établissements et les universités qui en sont les membres. ».

Commentaires

Cet amendement vise à revoir la composition d'un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux.

Texte modifié de l'article 365 du projet de loi

~~365. Santé Québec doit, pour chaque territoire de réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux, mettre en réseau les établissements visés au troisième alinéa de l'article 364 avec l'université associée à ce territoire. Les établissements et l'université ainsi mis en réseau en sont les membres.~~

Les membres d'un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux sont les établissements publics ayant des installations sur le territoire de ce réseau ainsi que les universités qui remplissent les conditions suivantes :

1° leur siège est situé sur le territoire du réseau;

2° elles ont une faculté de médecine ou elles offrent des programmes en sciences de la santé ou en sciences sociales;

3° elles ont un contrat d'affiliation avec un établissement membre du réseau.

Pour chaque territoire de réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux, Santé Québec doit mettre en réseau les établissements et les universités qui en sont les membres.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 366

À l'article 366 du projet de loi :

1° ajouter, à la fin du premier alinéa, les paragraphes suivants :

« 4° le doyen ou une personne de rang équivalent de la faculté des sciences sociales de l'université membre du réseau ayant une faculté de médecine;

5° le doyen ou une personne de rang équivalent d'une faculté des sciences de la santé ou des sciences sociales ou d'un programme en semblable matière d'une université membre du réseau autre que celle ayant une faculté de médecine. »;

2° insérer, après le premier alinéa, le suivant :

« Santé Québec désigne le membre visé au paragraphe 5° du premier alinéa pour la durée qu'elle détermine. ».

Commentaires

Cet amendement vise à modifier la composition du comité de direction d'un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux en concordance avec l'amendement à l'article 365 du projet de loi qui modifie la composition d'un tel réseau.

Texte modifié de l'article 366 du projet de loi

366. Les activités d'un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux sont conduites par un comité de direction formé des membres suivants :

1° le président et chef de la direction de Santé Québec ou la personne qu'il désigne;

2° les plus hauts dirigeants des établissements membres du réseau;

3° le doyen de la faculté de médecine de l'université membre du réseau;

4° le doyen ou une personne de rang équivalent de la faculté des sciences sociales de l'université membre du réseau ayant une faculté de médecine;

5° le doyen ou une personne de rang équivalent d'une faculté des sciences de la santé ou des sciences sociales ou d'un programme en semblable matière d'une université membre du réseau autre que celle ayant une faculté de médecine;

Santé Québec désigne le membre visé au paragraphe 5° du premier alinéa pour la durée qu'elle détermine.

Le comité peut également inviter toute personne dont il juge la participation à ses travaux pertinente.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 367

Remplacer, dans l'article 367 du projet de loi, « de l'université membre » par « des universités membres », partout où cela se trouve.

Commentaires

Cet amendement apporte une correction en concordance avec l'amendement à l'article 365 du projet de loi qui modifie la composition d'un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux. De fait, il sera possible d'avoir plus d'une université membre d'un réseau.

Texte modifié de l'article 367 du projet de loi

367. Le président-directeur général de l'établissement de Santé Québec membre du réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux désigné centre hospitalier universitaire, à l'exception d'un tel établissement desservant exclusivement des enfants, agit comme président du réseau. Un premier vice-président est nommé par et parmi les doyens des facultés des sciences sociales ~~de l'université membre~~ des universités membres du réseau. Un second vice-président est nommé par et parmi les doyens des facultés des sciences de la santé ~~de l'université membre~~ des universités membres du réseau. Leur mandat est d'une durée de deux ans et peut être renouvelé.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 370

Remplacer l'article 370 du projet de loi par le suivant :

« **370.** Chaque réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux formule à Santé Québec ou au ministre, selon le cas, des propositions sur les sujets suivants :

1° l'offre de services dans les domaines d'expertise reconnus aux établissements membres du réseau conformément à la hiérarchisation des services;

2° l'assistance offerte aux universités membres du réseau pour le déploiement, en région, de la formation en santé et en services sociaux;

3° le transfert des connaissances entre les membres du réseau;

4° la mobilisation en matière de recherche et d'innovation;

5° l'accès à des programmes favorisant le maintien des compétences des partenaires provenant des diverses professions liées au domaine de la santé et des services sociaux;

6° la collaboration avec les autres réseaux universitaires intégrés de santé et de services sociaux afin de déterminer les champs d'action prioritaires, de décider de la répartition des activités et d'assurer la diffusion des résultats;

7° les mesures visant la fluidité, l'accès et la continuité des services de santé et de services sociaux;

8° le regroupement des effectifs médicaux spécialisés pour éviter les dédoublements sur un territoire;

9° tout autre sujet déterminé par Santé Québec ou le ministre. ».

Commentaires

Cet amendement vise à réviser les sujets sur lesquels un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux formule des propositions en raison de

l'évolution des pratiques depuis leur introduction dans la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 371

Au premier alinéa de l'article 371 du projet de loi :

1° insérer, dans ce qui précède le paragraphe 1° et après « établissement », « désigné institut universitaire, centre hospitalier universitaire ou centre affilié universitaire »;

2° insérer, à la fin, le paragraphe suivant :

« 4° contribuer à faire progresser la culture de l'innovation. ».

Commentaires

Cet amendement vise à préciser l'application de l'article 371 du projet de loi afin de clarifier qu'il vise les établissements ayant une désignation universitaire. Il vise également à ajouter aux devoirs de ces établissements celui de contribuer à faire progresser la culture de l'innovation.

Texte modifié de l'article 371 du projet de loi

371. Chaque établissement désigné institut universitaire, centre hospitalier universitaire ou centre affilié universitaire membre d'un réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux doit :

1° contribuer à l'offre de services proposée par ce réseau dans les domaines d'expertise qui lui sont reconnus;

2° assurer aux usagers de sa zone de proximité des services généraux, spécialisés et surspécialisés et, à la demande du conseil d'administration de Santé Québec, apporter sa contribution auprès des autres établissements du territoire du réseau pour prévenir toute rupture de services;

3° offrir, conformément aux modalités que peut déterminer le conseil d'administration de Santé Québec, des services généraux et spécialisés aux établissements territoriaux du territoire de la région sociosanitaire sur lequel il se trouve;

4° contribuer à faire progresser la culture de l'innovation.

La zone de proximité visée au paragraphe 2° du premier alinéa est déterminée par le conseil d'administration de Santé Québec.